

Au cœur de l'actualité – Les crises du monde du travail et leur appropriation par la droite #2

CONNECT

Bon travail – mauvais travail? Dévalorisation de toutes celles et ceux qui ne travaillent pas «normalement»

À l'automne 2025, une série d'événements en ligne a été organisée dans le cadre du projet «Connect – la diversité via la participation» au DGB-Bildungswerk Thüringen e.V. Les conférences de la série ont été transcrites et publiées en plusieurs langues. Ce texte résume la conférence de **Fabienne Décieux (Université d'Innsbruck)**.

Quel travail est considéré comme «normal» dans la société et pourquoi? Qu'est-ce que cela dit de nos conceptions de la performance et de la justice? Et tout cela contribue-t-il à la diffusion de la discrimination et des positions de droite?

La société du mérite/de la performance (Leistungsgesellschaft) comme «normalité»

Celui ou celle qui fait et accomplit le plus devrait être récompensé-e et obtenir davantage: ce principe est considéré comme «normal». La plupart des gens en Allemagne estiment que notre société est structurée de cette manière, et qu'il doit en être ainsi. Cependant, ramenés leur réalité personnelle, beaucoup constatent que leurs efforts et leurs prestations ne sont pas reconnus à leur juste valeur. Comment cela s'articule-t-il et d'où vient cette foi inébranlable dans le principe du mérite?

La société du mérite (également appelée «méritocratie») remonte à la révolution bourgeoise du XIXe siècle et à l'établissement de l'égalité des droits et des libertés individuelles. Elle a remplacé l'aristocratie et représentait à l'origine une avancée: la «belle vie» n'était plus réservée exclusivement à la noblesse, mais devenait théoriquement accessible grâce à l'ascension sociale. Telle est la promesse du principe du mérite. Le principe d'égalité civique s'applique encore aujourd'hui, mais il est contredit dans les faits par le capitalisme, un système sociétal fondé sur l'inégalité. Ainsi, le principe du mérite est une illusion: il ne s'applique pas à la propriété, car la richesse peut être héritée et n'est pas nécessairement acquise grâce aux efforts de l'individu. Mais même la récompense du mérite individuel est loin de s'appliquer à toutes et tous. De nombreux efforts ne sont pas reconnus par la société comme «un véritable travail». Cela vaut particulièrement pour les activités traditionnellement considérées comme «féminines», telles que les tâches ménagères ou les soins (par exemple, aux enfants et aux personnes âgées). Ces assignations et jugements de valeur peuvent toutefois évoluer et font l'objet de débats au sein de la société. Le secteur informatique, aujourd'hui prestigieux et souvent bien rémunéré, illustre ce changement d'image. Autrefois, ce sont principalement les femmes qui travaillaient au développement de nouveaux logiciels et elles

gagnaient relativement peu. Ce n'est qu'avec l'importance croissante du secteur que la proportion d'hommes employés a augmenté, et par conséquent aussi, le prestige et les salaires. Cet exemple montre que le mérite n'est pas objectif, mais qu'il s'agit d'un jugement de valeur sociétal, qui dépend des rapports de force et des structures sociales.

Le travail «normal»: qu'était-il autrefois, qu'est-il aujourd'hui?

Ce que l'on appelle encore aujourd'hui «emploi standard» (Normalarbeitsverhältnis) s'est établi dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, période dite du «fordisme».

L'ascension sociale se faisait d'une part collectivement, grâce à des augmentations régulières du salaire réel obtenues par des syndicats puissants. D'autre part, les promotions à moyen terme au sein de l'entreprise étaient la règle.

Fordisme: forgé sur le nom du fondateur de l'entreprise automobile, Henry Ford). Le fordisme était caractérisé par des structures sociétales claires : dans la famille nucléaire hétérosexuelle, l'homme était le seul à gagner de l'argent et travaillait généralement 40 heures par semaine en tant que salarié en CDI dans une entreprise industrielle.

Ce modèle de base était encadré par un « État providence » qui garantissait une protection sociale stable en cas de chômage. En conséquence, les membres masculins autochtones de la classe moyenne et de la classe ouvrière étaient considérés comme les principaux acteurs du fordisme. Le travail non rémunéré des femmes au foyer notamment, contraintes par le système à assumer ce rôle, était négligé ou méconnu. De même, les performances des « travailleurs immigrés » étaient moins reconnues par la société, moins sécurisées sur le plan économique et offraient moins de possibilités d'évolution.

Cependant, au plus tard dans les années 90, la combinaison formée par «l'emploi

standard», la famille nucléaire et l'État providence a commencé à s'éroder. «L'emploi standard» a certes continué d'exister, mais de nombreuses autres formes de travail rémunéré ont vu le jour (y compris pour le groupe qui était auparavant protégé socialement): davantage de temps partiel, davantage d'emplois à durée déterminée, plusieurs emplois simultanés ou de nouveaux modèles tels que le travail intérimaire. Cela a entraîné une plus grande précarité et flexibilité du travail et des revenus. L'État providence a également évolué. Les prestations sont devenues plus dépendantes de l'activité professionnelle et assorties de plus d'obligations. Les responsables politiques et les médias ont mis en garde contre un filet de sécurité sociale trop généreux qui deviendrait une forme «d'assistanat» pour toutes celles et ceux qui ne veulent rien faire et préfèrent se reposer. Le principe du mérite est ainsi devenu une injonction à être constamment disponible et actif. Dans le même temps, les dépenses publiques devaient être plus rentables économiquement. La politique sociale a pris un «caractère d'investissement». On peut citer pour exemple le développement de la garde d'enfants en bas âge, qui visait principalement à attirer davantage de femmes sur le marché du travail.

Plus d'exigences en matière de performance, moins de sécurité

La réussite des prétendus «acteurs clés» d'autrefois – principalement des hommes occupant des emplois stables à temps plein – ne s'est pas poursuivie. Les salaires réels ont stagné, le salaire familial n'était plus suffisant et les tâches au sein des familles et des entreprises ont évolué. Certain-e-s parlent donc d'une «société du déclassement». Mais cette image n'est que partiellement juste. En effet, certains groupes auparavant défavorisés ont pu connaître une ascension sociale limitée, par exemple les femmes. Si beaucoup travaillent dans des conditions précaires, il existe aujourd'hui des possibilités de grimper l'échelle sociale et d'opter pour des modes de vie plus libres, qui n'existaient pas auparavant.

Malgré tous ces changements, le principe du mérite demeure. Il prend toutefois une nouvelle forme: le mérite est de plus en plus associé à des résultats mesurables et à l'efficacité. De nombreux domaines réglementés par l'État ont par ailleurs été privatisés, par exemple le secteur de la santé. La concurrence s'étend ainsi à de plus en plus de domaines de la vie.

Dans cette conception idéale, les individus cherchent à progresser en permanence afin d'augmenter leur utilité, et négligent leurs devoirs de solidarité. Dans la réalité, cela conduit à une dévalorisation de nombreuses activités difficilement mesurables, telles que les soins, l'éducation ou d'autres tâches familiales. Parallèlement, l'État se désengage de domaines tels que les soins aux personnes âgées. Les problèmes sont ainsi ramenés à l'échelle individuelle : la responsabilité incombe aux individus.

Cette situation touche particulièrement les femmes. Elles travaillent plus souvent à temps partiel ou dans d'autres formes d'emploi précaires, car elles doivent plus souvent que les hommes assumer à la fois un travail rémunéré et un travail non rémunéré.

Dans l'ensemble, les exigences en matière de performance ont augmenté au cours des 30 dernières années, tandis que la protection sociale a diminué. Les frontières entre «l'emploi standard» qui promet la sécurité et le travail précaire, considéré comme marginal, ont bougé, et de nombreuses personnes ressentent cette insécurité.

Des attentes déçues en matière de justice?

Pour comprendre ce que les évolutions décrites signifient pour les individus, il est utile d'examiner leurs attentes subjectives en matière de justice sociale. Ces attentes se rapportent toujours au rapport entre leur propre situation et la réalité à l'échelle de la société. Les individus évaluent ainsi la justice

en fonction de leur position par rapport à leur environnement et de ce qu'ils considèrent comme approprié.

Fondamentalement, ces attentes continuent de s'appuyer fortement sur le principe du mérite: les capacités individuelles et les performances réellement accomplies doivent être reconnues et récompensées. Les choses ont peu changé cet égard. Cependant, les recherches montrent que les attentes fluctuent en fonction des évolutions sociétales. Depuis la crise financière de 2008 et la politique d'austérité stricte menée en Grèce, qui a surtout appauvri les classes populaires, de nombreuses personnes en Allemagne et en Autriche ont le sentiment que leurs anciennes attentes étaient «trop élevées» et qu'elles devraient en réalité se considérer comme chanceuses. Elles comparent désormais davantage leur situation à celle des plus défavorisés et ajustent leurs attentes en conséquence, même si leur croyance fondamentale dans le principe du mérite continue d'impliquer une promesse d'ascension sociale. Il en résulte un sentiment de tension: beaucoup ont plus de mal à exprimer leur frustration face à leur stagnation économique personnelle, voire à leur régression. Elles la ressentent néanmoins, car les salaires réels augmentent de moins en moins souvent et les infrastructures sociales se détériorent dans de nombreuses régions.

Ce phénomène est exacerbé par l'économisation générale de la vie. De plus en plus de domaines sont régis par les logiques du marché, comme si cela allait de soi, et non plus par des principes sociaux. Dans le secteur de la santé, par exemple, on considère comme normal que les employés «doivent en faire plus» afin que les cliniques ne subissent pas de pertes. La logique néolibérale ne remet pas en question la privatisation et l'alignement sur des principes économiques de services publics et sociaux de base tels que la santé et les soins. Cette «normalité» agit comme une force naturelle qui ne peut apparemment pas être remise en question. Par ailleurs, il est scientifiquement prouvé que les personnes qui travaillent s'identifient de plus en plus au marché et à sa logique. Beaucoup sont fières du statut économique de l'Allemagne en tant

que «championne mondiale des exportations». Par conséquent, malgré les attentes déçues, on observe une sorte de soumission volontaire aux nouvelles lignes directrices de la société.

Conséquences politiques

La vulnérabilité et l'impuissance que, sans pouvoir l'exprimer, de nombreuses personnes ressentent face à une «normalité» fortement influencée par l'économie, conduisent souvent à une colère diffuse. Colère qui devrait en réalité être dirigée contre les structures néolibérales décrites plus haut, mais celles-ci semblent si normales qu'on les croit toutes-puissantes et immuables. Cependant, la colère a besoin d'une cible: il en résulte une plus grande réceptivité aux interprétations de droite, qui proposent des images simples de «l'ennemi» et désignent des présumé-e-s coupables. Cela touche particulièrement les migrant-e-s et d'autres groupes ayant peu de pouvoir dans la société, mais aussi les partis politiques établis. Dans le même temps, l'incertitude économique et politique mondiale fait naître chez de nombreuses personnes (y compris jeunes) le désir de structures claires et traditionnelles, par exemple un retour à des rôles de genre conservateurs.

La peur du déclassement social augmente dans la société, même si elle ne repose pas sur des expériences personnelles. En effet, même sans subir de pertes matérielles réelles, de nombreux individus ont un sentiment d'injustice qui s'est accentué au fil du temps. Ils ont l'impression de devoir courir de plus en plus vite pour compenser la panne de l'ascenseur social. Cette frustration s'exprime par un mécontentement général à l'égard du «système» ou de la «politique». Cependant,

beaucoup continuent à valider la logique de ce système, par exemple en ne remettant pas en question la structure d'un État social affaibli, mais en exigeant simplement d'en exclure certains groupes.

Ces évolutions contribuent à ce que les politiques de droite et fascisantes attirent de plus en plus d'adeptes motivé-e-s par la frustration. Pour contrer cela, nous devons envisager autrement la justice et le mérite. Car le travail précaire et les exigences élevées en matière de performance ne sont pas des lois naturelles, même si elles sont aujourd'hui considérées comme «normales».

Vous souhaitez en savoir plus sur la mainmise des interprétations de droite sur les débats au sein de l'entreprise et de la société?

Vous trouverez tous les autres thèmes de la série d'événements et de publications sur notre site web:

www.dgb-bwt.de/wissen-fuer-alle

Tous les textes sont disponibles dans **les langues suivantes**: allemand, anglais, arabe, dari, espagnol, français, polonais, russe, vietnamien.

In Trägerschaft
des:



Im Rahmen des
Bundesprogramms:



Gefördert durch
das:



Administriert durch
das:

